

**Le CNSP dribble le M5 et déjoue tous les pronostics :
Le colonel à la retraite Ba N'Daw, Président de la transition**

MALI

693

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



M5-RFP-CNSP

**Les militaires rompent
leur serment**



Transition au Mali : Le CNSP n'a pas écouté GMT



Faux débat de génération au sein du M5 RFP : Qui veut tenter un procès contre Mountaga Tall, Choguel K. Maiga et Mohamed Ali Bathily ?



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	M5-RFP-CNSP : Les militaires rompent leur serment	P.4
Brèves	Mali : L'ex-ministre de la défense Ba N'Daou désigné président de transition	P.10
	État de santé de IBK : L'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta est sorti de l'hôpital	P.10
	Mali : Célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance	P.10
	Embargo contre le Mali : Le CNSP presse la CEDEAO de lever ses sanctions	P.11
	Présidence ghanéenne de la CEDEAO : Le changement est dans le style à l'anglaise !	P.11
Actualité	Lutte contre le terrorisme : Encore des victoires au compte des FAMA	P.13
	60ème anniversaire de l'indépendance : Le Mali toujours dans l'incertitude !	P.14
	Exportation : La filière mangue à la conquête du monde	P.15
Politique	Transition au Mali : Le CNSP n'a pas écouté GMT	P.16
	Le CNSP dribble le M5 et déjoue tous les pronostics : Le colonel à la retraite Ba N'Daw, Président de la transition	P.17
	Présidence de la transition : Ba N'Daw, un civil particulièrement marqué par une carrière dans l'armée, nommé président du Mali	P.18
	Faux débat de génération au sein du M5 RFP : Qui veut tenter un procès contre Mountaga Tall, Choguel K. Maïga et Mohamed Ali Bathily ?	P.19
Culture & société	2ème édition de l'exposition photo de lutte africaine : La tradition valorisée	P.21
International	Présidentielle en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara, le dernier round	P.22
	Présidentielle 2020 : Proposition d'observation par les Religieux	P.25
Sport	Mercato : Le Top 10 des joueurs africains les plus chers de l'histoire	P.26
	Mercato : Edison Cavani proposé au Real Madrid mais...	P.27



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

M5-RFP-CNSP : Les militaires rompent leur serment



Ren ne va plus entre le Comité Stratégique du M5-RFP (CS/M5-RFP) et le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). La lune de miel n'aura duré que le temps de la proclamation de l'Acte fondamental par les militaires, lequel a consacré le Colonel Assimi Goïta Chef de l'Etat du Mali. Cet acte a acté la mainmise totale des militaires sur le pouvoir. On croyait les dissensions entre le mouvement historique et les militaires applanies à la suite de concertations tenues à Kati. Or avec la désignation du Président et du Vice-Président de la Transition, le CNSP rompt son serment de travailler de concert avec le CS/M5-RFP et toutes les forces vives de la Nation malienne. En effet, beaucoup de voix se sont élevées pour dénoncer la manière unilatérale dans la nomination du Président et du Vice-Président devant conduire la Transition de 18 mois telle que décidée par les Concertations nationales. Par cet acte, le CNSP exprime enfin sa volonté à peine voilée de

prendre le pouvoir, tout le pouvoir. Il n'aura fallu qu'un mois à la junte militaire pour dévoiler son intention de conduire la Transition manu militari. Déjà, dès le lendemain de la démission du Président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), les militaires avaient, à travers un Acte fondamental, exprimé leur intention de confisquer le pouvoir. Cette détermination a été exprimée lors de la visite du négociateur Googluck Jonathan à Bamako et de la rencontre entre le Colonel Assimi Goïta et les Chefs d'Etat de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Accra, au Ghana. Cela a valu la mise en demeure de l'organisation sous régionale qui exige la désignation d'un Président civil ou d'un militaire à la retraite et d'un Premier ministre civil. Pour ne pas perdre la main, le CNSP a créé le poste de Vice-Président taillé à la mesure du Colonel Assimi Goïta qui entend jouer le rôle d'arbitre de la Transition. Le 21 août 2020, le CNSP a participé au grand

rassemblement d'hommage aux victimes des tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020. A cette occasion, la junte a déclaré avoir « parachevé » l'œuvre du M5-RFP et du Peuple du Mali. Auparavant, dans la nuit du 18 au 19 août 2020, le porte-parole de la junte, le colonel-major Ismaël Wagué, avait exprimé à la télévision nationale l'intention du CNSP de « rendre le pouvoir aux civils dans les meilleurs délais ». Cette intention a vite laissé la place à la volonté d'accaparement du pouvoir par la junte, volonté qui s'est manifestée dans la mise à l'écart du CS/M-RFP d'abord dans les préparatifs des Concertations nationales, ce qui a valu une vive protestation de Choguel Kokalla Maïga et de ses camarades, ensuite dans la désignation du Président et du Vice-Président de la Transition. En effet, dans une déclaration publique dont la vidéo circule sur les réseaux sociaux, le Président du CS/M5-RFP, Choguel Kokalla Maïga, a dénoncé la mascarade de désignation du



Président et du Vice-Président de la Transition par un prétendu Collège qui n'aurait joué aucun rôle dans cette désignation. Pire aucun délégué du mouvement n'a participé à la prétendue désignation des deux principaux dirigeants de la Transition bien qu'une correspondance l'invitant à désigner deux représentants devant siéger au Collège lui a été adressée. Selon Choguel Kokalla Maïga, cette absence se justifie du fait que le CNSP n'aurait pas donné suite à une correspondance du CS/M5-RFP demandant de lui fournir un certain nombre de précisions. Il s'agissait principalement de « la composition du Collège, la qualité de ceux qui y participent, la clé de répartition, les critères de désignation du Président et du Vice-Président » et de « la version finale consolidée issue des travaux qui se sont passés entre les experts du M5-RFP et ceux du CNSP ». A cela s'ajoute la non prise en compte de ce qui avait été convenu entre la junte et le M5-RFP dans l'élaboration de la Charte de la Transition. Citant l'Imam Mahmoud Dicko, « invité comme personne ressources au Collège », Choguel Kokalla Maïga a fait état de l'absence de concertation dans la désignation du Président et du Vice-Président de la Transition par le Collège. Il a précisé, citant toujours l'Imam « qu'au lieu d'un Collège qui délibérerait, c'est un communiqué que le Président du CNSP est venu lire. Il n'y a eu aucun débat, il n'y a eu aucun échange ». Selon le Président du CS/M5-RFP, l'Imam Dicko et le représentant de la société civile se seraient étonnés de l'absence de représentants du mouvement historique à la réunion du Collège. En d'autres termes, le CNSP a purement et

simplement imposé au Collège le choix du Président et du Vice-Président de la Transition. Le respect pour les personnalités invitées à siéger au Collège aurait commandé de faire des propositions de noms, deux ou trois, parmi lesquels elles auraient eu à choisir, étant entendu que le poste de Vice-Présidence revenait de facto au Colonel Assimi Goïta. Certes les Maliens dans leur majorité pensent que les militaires doivent jouer un rôle dans la Transition. Cependant l'enthousiasme né de la tenue des Concertations nationales s'est quelque peu refroidi subitement à cause de la façon cavalière du CNSP de conduire ladite Transition. Non pas que le choix de la personne de Bah Ndaou soit contestable (celui-ci jouit plutôt d'une bonne réputation d'homme intègre et d'une grande probité). Mais la manière de l'imposer au Collège sans aucun débat est

un manque d'égard vis-à-vis du Collège et de tous les Maliens qui avaient cru un tant soit peu que le CNSP était composé de militaires « intellectuels » dont la formation et les premiers discours laissaient entrevoir une collaboration consensuelle à défaut d'être démocratique.

En tout cas le moins que l'on puisse dire est que c'est désormais le clash entre le M5-RFP et le CNSP, ce qui n'est pas de bon augure à la veille de l'arrivée à Bamako de Goodluck Jonathan pour s'enquérir de la prise en compte par la junte des recommandations de la CE-DEAO dans la mise en œuvre des organes de la Transition. Le M5-RFP devrait être considéré par le CNSP comme un partenaire privilégié dans la conduite de la Transition. On se demande dès lors ce qui a bien pu se passer dans la tête du colonel Assimi Goïta et de ses compagnons d'arme. A moins que toute la campagne de séduction entamée depuis le soir du 18 août 2020 par le CNSP ne fût qu'une grossière mascarade visant à endormir les dizaines de milliers de Maliens qui ont mis leurs vies en danger pour lutter contre le pouvoir d'IBK et le faire partir. On est en droit de croire qu'il existe un complot contre le M5-RFP pour opérer un véritable coup d'État en l'évincant de la conduite de la Transition. Ce serait un pari très risqué de nature à jeter le discrédit sur le CNSP et la Transition. Espérons que la suite, notamment la nomination du Premier ministre de la Transition, viendra effacer les rancœurs de ces derniers jours.

■ Diala Thiény Konaté



Fahad Ag Almahmoud



17h après le choix de Bah N' Daw, il n'y a toujours pas de Club des amis et fans de Bah N'Daw. Allahu Akbar, les miracles existent.

IBK, Oumar Dao, Moussa Diawara, Assimi Goïta, Bah N'Daw, les 3 premiers miniankas ont lamentablement échoués nous souhaitons bonne chance aux 2 derniers.

Après cette publication j'ai reçu un document de 12 pages datant du 7/09 en réponse aux accusations des experts. Par contre aucune enquête n'a été menée concernant le trafic aérien de la drogue.

Le dernier rapport des Experts de l'ONU accuse l'Ex-DGSE et son adjoint de trafic de drogue et d'utiliser l'avion militaire pour ce trafic. Pour l'instant l'Etat n'a pas réagi. J'espère que lumière sera faite.

Chacun suit son destin. Personne ne doit se rabaisser pour avoir ce que Dieu a prévu pour lui. Qui pouvait deviner que Bah N'Daw sera Président ?

Le Prophète ﷺ a dit :

« Le croyant et la croyante ne cessent d'être éprouvés dans leurs personnes, dans leurs enfants et dans leur argent jusqu'à ce qu'ils rencontrent Allah sans ne plus avoir un seul péché ».

Le dernier rapport des Experts de l'ONU accuse l'Ex-DGSE et son adjoint de trafic de drogue et d'utiliser l'avion militaire pour ce trafic. Pour l'instant l'Etat n'a pas réagi. J'espère que lumière sera faite.

Nous attendons la déclaration des biens du Col Assimi Goita dans les 48h. Et une autre déclaration de ses biens après la Transition.

Sincères félicitations pour ceux et celles qui ont porté leur Choix sur Ba N'Daou un patriote républicain.

Hier, à 14:48 •

Note d'information : La Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014 d'Alger a rencontré le Ministre des affaires étrangères de l'Algérie. Une délégation de la Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014 d'Alger conduite par son Président Fahad Ag Almahmoud secrétaire général du GATIA et comprenant Mr Moulaye Ahmed Ould Moulaye Porte parole de la Plateforme, l'honorable Mohamed Almouloud Ag Hamada et Mohamed Ag Albachar du MSA a rencontré ce jour 20 Septembre 2020 le Ministre des Affaires étrangères d'Algérie son Excellence Mr

Sabri Boukadoum en présence de l'ambassadeur de l'Algérie au Mali. Les échanges ont porté sur la nécessité de la mise en oeuvre diligente de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Outre les aspects liés à l'accord, des questions d'actualités ont été

abordées.

Pour la Plateforme

La cellule de communication



Kouma

Politiki Kouma

La Transition doit dès la nomination du Gouvernement :

1. Annuler toutes les ventes des 10 dernières années des immeubles appartenant à l'Etat.
 2. Nationaliser tous biens des grands Voleurs de l'Etat. Ramener dans les caisses publiques au moins une partie de l'argent volé.
- Africa Defense Forum ADF Magazine
Découvrez comment le Sénégal est le dernier pays africain à demander un allègement de la dette des prêts d'infrastructure de la BRI au milieu de la pandémie COVID-19.



Abba Samassekou

Bonne fête nationale à toutes et tous. Nationale parce qu'il serait exagéré de parler d'indépendance... Je ne m'étendrais pas sur le sujet, nous



avons toutes et tous notre opinion dessus et je n'ai pas spécialement envie d'en débattre aujourd'hui.

Ce que je veux, c'est saluer celles et ceux qui se battent pour que nous soyons fiers d'être Maliennes et Maliens. Celles et ceux qui y consacrent leur vie parfois en la sacrifiant, de façon directe ou indirecte. Nous ne sommes pas incapables de nous unir, nous ne sommes pas incapables de cheminer ensemble. Notre défi aujourd'hui est d'identifier comment le faire afin d'être plus efficaces et surmonter les épreuves qui nous font face.

Hier soir, la jeunesse malienne à travers ses rappeurs, les acteurs du mouvement hip-hop en ont montré un bel exemple. Le public a répondu présent et les artistes, ainsi que les organisateurs ont tous été à la hauteur.

Nous avons communiqué pour célébrer un groupe de rap mythique. Un groupe dont les paroles des chansons qui datent pour certaines d'il y a plus de 20 ans, n'ont malheureusement pas pris une seule ride. Cela m'a rappelé qu'en fait, nous sommes tous d'accord sur les causes de notre mal. Il est donc question désormais de nous accorder sur ses remèdes et d'en appliquer le traitement.

Félicitations à Djo Dama et Ramses Damarifa. Les gars, vous avez tenu la distance et au-delà. Félicitation aussi à Galedou Soumy, L Pacifico Diop, Diarra Amadou, Amkoullé EZ BA, King Massassy, Ousmane Diadié Touré, Nèné Diakite, Balla Gueye, Bakara Diallo, Mantchini Traore, Nbee Koné, Toumani Sangaré, Zed Zouroukou, Zeus Kadhafi, Abdoul Karim Diawara, Marimantia Doumbia, Kass Doumbia,

Youssef Diouara



. Bravo aux bouillonnants Abba Bocoum, Abdel Rahamane Sy, Anthia Baba, Tahara Touré, Didibre Wazabanga, j'en passe et de tout aussi engagés pour la réussite de l'événement. Big up à Cheick Tidiane Diallo, Cheick Amadou Diouara, Malik Samassekou, Amadou Diadie Tall... Merci à Modibo Souaré, Alioune Ifra Ndiaye et Lamine Dembélé pour les pierres fondatrices qu'ils ont posé il y a plus de 30 ans. Les jeunes comme Iba One, TonTon Mobjack (là aussi je ne peux citer tout le monde désolé) ont confirmé ce que je pensais d'eux : ils sont valables au-delà d'un mot. Spéciale dédicace aux médias, et aux web médias maliens, à ces jeunes femmes et hommes qui se démènent pour informer. Il y a du travail à faire encore certes mais rien n'est simple surtout pas ce métier je les encourage et les remercie. Merci aussi à Viviane Mina Sidibé pour ses belles photos . Merci aussi à celles et ceux qui étaient avec nous par la pensée et qui ont fait partie de l'aventure du rap malien parce qu'ils y ont cru, ils ont soutenu.

Mes derniers mots seront pour le public : sans vous, rien de tout cela n'est possible, rien de tout cela n'a de sens. Vous êtes les meilleurs.

Remercions dieu de nous avoir donné la possibilité de vivre ces moments ensemble. Bonne fête nationale à toutes les maliennes et tous les maliens et amis du Mali. Vive Tata Pound et vive le rap malien.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 22 septembre 2020.

Le Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL a accordé une audience par visio-conférence, le 21 septembre 2020, à M. Jérôme -Nilo PIGNE, Président co-fondateur du Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s).



Au cours de l'audience, M. PIGNE a informé les autorités maliennes de l'état d'avancement des projets du Réseau en exécution au Mali. Ces projets s'inscrivent essentiellement dans le cadre du retour de la paix et de la sécurité dans la région du Sahel en général, et au Mali, en particulier.

Le Secrétaire général a remercié le Dr PIGNE pour l'engagement et les efforts que déploie le Réseau 2r3s pour la stabilité dans l'espace du G5 Sahel. Il a rappelé que les autorités maliennes font de la sécurité et de la paix une priorité de l'action gouvernementale, tout en soutenant que la stabilité au Sahel passera aussi par l'amélioration des conditions de vie des populations, la lutte contre la pauvreté, une gouvernance inclusive et cohérente, le respect des droits humains, etc.

Aussi, l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL a-t-il réitéré la ferme détermination du Mali à œuvrer à la résolution définitive des défis sécuritaires et de développement au Sahel dans un esprit de solidarité et de partenariat constants et agissants.

Pour la circonstance le Secrétaire Général du MAECI avait à ses côtés M. Chérif Hamidou BA, Coordonnateur/ Point focal du G5-Sahel au Mali.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Figaro du Mali



Accident de circulation sur la route Same/ kati
Un camion citerne, contenant du carburant, s'est renversé au niveau du terrain de foot de KATI Sananfara juste à droite.

Telle est la raison de l'embouteillage sur cette voie .
Pas de perte en vie humaine, mais deux blessés légers, don le chauffeur et son apprenti. A l'heure où nous vous rapportons l'info, les forces de l'ordre sont à pieds-œuvre .

La protection civile comme d'habitude assiste avec professionnalisme et maîtrise la situation . Pour l'instant la route n'est pas facile à pratiquer, la déviation encore moins.

Aziz Niono Infos



Orange Football Club



Le monde du football africain est sous le choc !

Le bus a chuté dans une rivière, entraînant la mort de ces jeunes footballeurs qui étaient membres d'une équipe de la catégorie des moins de 14 ans !



Jeune Afrique



Nicolas Sarkozy est son ami, les troisièmes mandats sont à proscrire, le Covid-Organics fonctionne... Entretien avec le Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embaló, un président hors norme et adepte du parler vrai.



Maurice Kamto appelle à la tenue de manifestations pacifiques pour réclamer le départ de Paul Biya et l'annulation des élections régionales. Parviendra-t-il à rassembler l'opposition avant le premier rassemblement du 22 septembre ?



Hamza B Sow



Je retourne officiellement à mes activités politiques. Bah Ndaw dirigera la transition. Quel sera l'apport de la couche juvénile dans ce processus ?

NB: L'affaire Sidiki_MamaciTa est devant les tribunaux. J'espère que la justice fera son travail et que toutes les zones d'ombres seront

éclaircies.

Personnellement, je n'interviendrais plus dans cette affaire, MamaciTa a une avocate brillante et Sidiki a également de bons avocats. Que lumière soit faite.

Bonne fête d'indépendance à tous



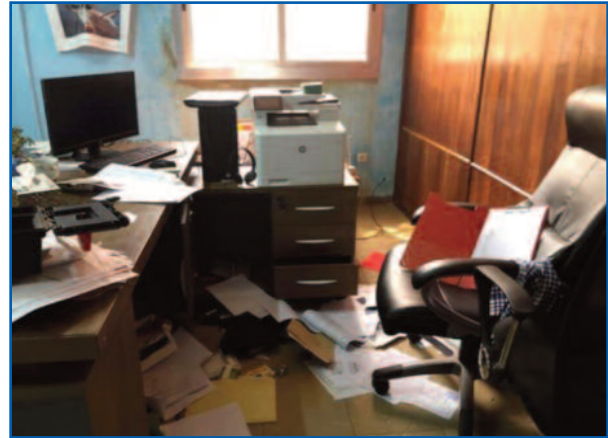
Moussa Baba Coulibaly

Sous peu, nous verrons des partisans de ceux qui vont diriger la transition, au lieu de travailler pour notre survie. Tant que nous resterons dans Siaka ta bla ou Balla ta bla, nous tournons le dos à ceux qui pillent nos ressources. Ma foi, le réveil sera brutal un jour.



Halatou Dem

#Victime de cambriolage, nous appelons les gendarmes pour faire un constat et on me demande de payer 50 000 pour qu'il aille faire le constat et 10000 pour le carburant. Le rôle de l'ETAT ??? Je paye mes Impôts mais si ça ne sert pas à aider à me protéger ?



Mali : L'ex-ministre de la défense Ba N'Daou désigné président de transition



Le nouveau président est censé officier comme chef de l'État pendant plusieurs mois avant un retour des civils au pouvoir. L'ex-ministre de la Défense Ba N'Daou a été désigné lundi président de transition du Mali par un comité mis en place par la junte au pouvoir depuis le putsch du 18 août, a annoncé le chef de cette junte, le colonel Assimi Goïta, à la télévision nationale. Le nouveau président est censé officier comme chef de l'État pendant plusieurs mois avant un retour des civils au pouvoir.

Une cérémonie le 25 septembre

Le colonel Goïta a été désigné vice-président de transition, a annoncé l'intéressé dans un bref flash spécial. La cérémonie de prestation de serment aura lieu le vendredi 25 septembre, a dit le colonel Goïta.

Ces annonces interviennent après plusieurs semaines de querelles entre Maliens sur la nature civile ou militaire de la transition, et de pressions de la part de la Communauté des États ouest-africains (CEDEAO) sur la junte pour la désignation rapide de personnalités civiles.

Source : Ouest-France

Mali : Célébration du 60ème anniversaire de l'indépendance

C'est ce mardi 22 septembre 2020 que le Mali a célébré le sixantième anniversaire de son accession à l'indépendance. Dans un contexte de crise sociale qui a conduit à un coup d'Etat, entraînant la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita, la dissolution de son gouvernement et de l'Assemblée Nationale. Le Mali sort peu à peu de cette longue crispation sociopolitique qui s'est traduite ces derniers mois par des manifestations d'humeur dans plusieurs secteurs de la vie sociale.

Ce 21 septembre, le pays a connu un nouveau tournant en choisissant le militaire retraité Bah N'Daw comme président de la transition et Assimi Goïta, l'actuel président du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) comme Vice-président de la transition. Les dés pour « un nouveau Mali » tant affiché dans les slogans depuis le coup d'Etat du 18 août sont jetés. La prochaine étape après la célébration de cette journée d'indépendance va être la prise de fonctions de la nouvelle autorité le 25 septembre prochain. Cette journée d'anniversaire d'une histoire commune à tous les maliens n'a pas manqué à sa traditionnelle parade militaire. La cérémonie de prise d'armes a eu

État de santé de IBK : L'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta est sorti de l'hôpital



Renversé le 18 août dernier par les militaires, l'ex-président malien Ibrahim Boubacar Keita (IBK), un moment arrêté, a été finalement autorisé début septembre à se rendre aux Émirats Arabes Unis pour des soins. En milieu de semaine, il a quitté le centre hospitalier ultra-moderne où il a été admis. Il se porte nettement mieux.

Lorsqu'il quittait Bamako début septembre, en compagnie de son épouse, de son médecin et d'un collaborateur, l'ex-président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) est monté difficilement seul dans l'avion qui l'emmenait à Abu Dhabi.

ÉTAT INQUIÉTANT

Arrivé dans la capitale des Émirats Arabes Unis, il a tout de suite été admis à l'hôpital, selon son entourage. « Les premiers jours, personne ne pouvait lui rendre visite, même pas son épouse qui l'accompagnait », nous confie une source informée. Son état était inquiétant. Il avait déjà été hospitalisé avant son départ pour un accident ischémique transitoire, c'est-à-dire un très court AVC, un accident vasculaire cérébral. À Abu Dhabi, il a effectué comme il se doit des batteries d'analyses et les soins prodigués l'ont remis en forme. Rien d'officiel sur sa maladie, mais en juin dernier, il avait déjà été soigné dans le même centre hospitalier. Actuellement, il se repose dans un hôtel d'Abu Dhabi. D'après nos informations, l'ex-roi d'Espagne, Juan Carlos, se trouve dans le même palace. En principe, IBK se rendra à nouveau à l'hôpital le 12 octobre prochain pour un contrôle médical. Avant son départ, il avait pris l'engagement de revenir au Mali.



lieu cette année sur la Place d'armes du Génie Militaire à la Base A. Présidée par le Colonel Assimi Goïta, président du CNSP, cet événement a vu la participation du Secrétaire général du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants ainsi que d'autres personnalités dans leurs rangs et distinctions.

Journal du Mali

Présidence ghanéenne de la CEDEAO : Le changement est dans le style à l'anglaise !



La présidence tournante de la CEDEAO est passée des mains d'un président francophone, à savoir Mahamadou Issoufou du Niger, à celles d'un président anglophone en la personne de Nana Addo Akufo-Addo du Ghana. Un changement dans le style, laissant paraître la traditionnelle différence entre Etats francophones (où lacunes, zèles, complots et corruption sont érigés en mode de gouvernance) et Etats anglophones (où c'est le pragmatisme et la rigueur qui priment dans la gouvernance), qui a été visible lors du mini-sommet consacré au Mali à Accra, au Ghana.

En effet, même Assimi Goita et ses camarades ont dû être surpris de l'invitation à eux envoyée par le président ghanéen pour prendre part audit sommet ! Et pour cause : c'est une première dans l'histoire de la CEDEAO que des putschistes soient admis à une réunion des chefs d'Etat, à fortiori bénéficié de concession et de sympathie comme celles manifestées à l'endroit de Assimi Goita et sa délégation. Mais, si les dirigeants ouest-africains sont d'accord pour une transition de 18 mois, ils restent catégoriques sur le profil des personnalités devant conduire la transition.

Pour eux, il faut un pouvoir civil, seule condition pour que les sanctions qui frappent le Mali soient levées. Loin de toute animosité, le président en exercice de la CEDEAO, Nana Akufo-Addo a clairement fait savoir que les chefs d'Etat sont « très conscients des difficultés causées par les sanctions » et qu'ils « voudraient aussitôt que possible, les lever ». Mais pour cela, avec le style direct des dirigeants anglophones, il lâchera, il y a une seule condition : la nomination d'un président et d'un Premier ministre, tous deux civils pour diriger la transition. On connaît déjà le

Embargo contre le Mali : Le CNSP presse la CEDEAO de lever ses sanctions



Le chef de la junte au pouvoir au Mali, le colonel Assimi Goïta, a pressé mardi la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à lever les sanctions imposées à son pays, invoquant la nomination d'un président de transition qu'il a présenté comme un civil. "Nous avons accepté les principes de la CEDEAO, à savoir la nomination d'un président civil, puis la désignation d'un Premier ministre. Je pense que dans les jours à venir la CEDEAO doit lever ces sanctions pour le bonheur de la population malienne", a-t-il dit à la presse en marge des cérémonies du 60ème anniversaire de l'indépendance du pays.

VOA Afrique

président de la transition, un militaire à la retraite en la personne de Ba N'Daw. Ce choix fera-t-il fléchir la CEDEAO ? Voilà toute la question ! Si la CEDEAO fait semblant d'être très à cheval sur le mécanisme légal d'accession au pouvoir, elle demeure souvent impuissante face à l'appétence de certains chefs d'Etat (exclusivement francophones), et se montre souvent injuste envers les peuples de la communauté, comme c'est cas le pour le Mali, aujourd'hui sanctionné pour la simple raison que les maliens ont décidé de prendre leur destin en main en chassant IBK qui, pendant 7 ans, n'a fait qu'enfoncer le pays dans l'abîme et la misère.

Chapeau à Nana Addo Akufo-Addo, pour l'honneur de l'organisation et pour la dignité des peuples ouest-africains !

Yama DIALLO

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Lutte contre le terrorisme : Encore des victoires au compte des FAMa



L'Echelon Tactique Interarmes (ETIA) malien de la Force conjointe du G5 Sahel a offert un joli trophée de guerre disons un joli cadeau à l'Armée malienne à la veille des festivités des 60 ans de l'indépendance du Mali, célébrée ce 22 septembre 2020. En effet, un véhicule tout terrain, quatre motos, des treillis militaires, un sac contenant des radios appartenant aux Groupes armés terroristes (GAT) ont été détruits, tel est le bilan par d'une reconnaissance offensive de l'Echelon Tactique Interarmes (ETIA) malien de la Force conjointe du G5 Sahel, à proximité du hameau de Kobo, dans le Gourma malien.

Une opération dans le cadre de l'opération SAMA qui a permis également de saisir du matériel médical des ennemis de la paix qui ont pris la fuite. Dans le Gourma malien, les GAT ont perdu au total un véhicule 4x4, 24 motos, un tricycle ainsi que des fûts d'essence, des armes, des treillis, des radios et quatre plots logistiques. La Force conjointe du G5 Sahel confirme, ainsi sa bonne capacité de mobilité malgré des conditions météorologiques difficiles et des axes toujours dégradés.

Pour rappel, le 26 août 2020, au cours d'une opération de contrôle de zone dans le Gourma malien, une compagnie de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S), un Echelon Tactique Interarmes (ETIA) malien de ladite Force pour être plus précis, a été pris à parti par plusieurs

terroristes. Après quelques échanges de tirs, ces derniers ont choisi de fuir le combat, abandonnant derrière eux une vingtaine de motos, des moyens de communication et une importante quantité de carburant. Dans cette région où les GAT sont nombreux, cette tactique d'évitement est illustrative d'un rapport de force défavorable et d'une certaine désorganisation des GAT.

La Force Conjointe du G5 Sahel est une force régionale qui a pour mission de lutter contre les terroristes dans les régions frontalières communes aux pays du G5 Sahel, en étroite coordination avec toutes les forces nationales et la force Barkhane. La Force Conjointe du G5 Sahel, composée d'unités provenant du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, est mandatée pour intervenir au-delà des frontières de ces pays dans le cadre d'une réglementation paraphée par les cinq Chefs d'Etat du G5 Sahel. Il faut cependant noter que les dernières victoires enregistrées dans les rangs de cette force conjointe ont été pour beaucoup réalisées par le détachement malien.

Déculotté pour les groupes armés terroristes à Nampala

Les FAMa ont neutralisé cinq terroristes, le mercredi 16 septembre 2020, à Tolodjé dans

la localité de Nampala. Suite à cet accrochage, rapportent les sources militaires, les FAMa ont aussi saisi du matériel sur les Groupes Armés Terroristes (GAT), matériel composé de 04 PM, 06 fusils de chasse, des munitions en vrac, 09 motos et un important lot de médicaments. Côté FAMa, on n'a déploré aucune perte ! Quelque chose empêchait-il nos soldats de faire la peau aux djihadistes qui écument un peu partout sur notre territoire ? La question se pose aujourd'hui, vu les résultats de nos FAMa sur le terrain depuis la chute du régime IBK !

Tout se passe comme si ce dernier avait, avec la complicité de la France, décidé de maintenir nos forces armées et de sécurité dans un borborygme qui ne dit pas son nom. L'agenda de la France ayant certainement été bouleversé par la chute du régime IBK, les FAMa semblent ne plus être sous le coup de l'accord de défense établi avec la France, et peuvent donc, en conséquence, faire usage des armes et équipements militaires à leur disposition dans leurs actions de sécurisation et de défense du territoire national. Et depuis le 18 août, c'est la débandade dans les rangs des groupes terroristes.

En effet on se rappelle que depuis, nos FAMa qui ont pris le poil de la bête ont abattu plus d'une vingtaine de terroristes, le 3 septembre 2020, lors d'une attaque complexe à Guire. Au cours de cette attaque terroriste, nos militaires ont également enregistré un peu plus d'une dizaine morts. Le vendredi 28 août 2020, nos soldats avaient intercepté un camion dans la forêt de Batoma –Bima, une localité située dans le secteur de Douentza. Après une fouille, il a été constaté que le camion ne contenait pas d'explosifs, mais plutôt des sacs de vivres (Mil, Arachides, Pois Sucres et Bogoni) destinés aux groupes terroristes.

La veille, les FAMa avaient fait l'objet d'une attaque complexe sur l'axe Konna-Douentza. Au cours de cette opération ils avaient enregistré 3 morts, 12 blessés et des dégâts matériels importants. Et côté ennemi, après l'intervention aérienne, les évaluations avaient permis de dénombrier une vingtaine de GAT (groupes armés terroristes) neutralisés, 2 pick-up récupérés, une dizaine de motos détruites. Chapeau donc à nos FAMa !

■ Yama DIALLO

60ème anniversaire de l'indépendance : Le Mali toujours dans l'incertitude !

Les festivités du 60ème anniversaire de l'indépendance du Mali était placée sous la présidence d'Assimi Goita, le désormais vice-président de la transition. Certes, la cérémonie était sobre mais pleine de signification. Moment de fierté, de communion, bref de liberté retrouvée. La célébration de cette année, intervient à une période charnière de la vie de notre pays. Depuis, le 18 août 2020, le Mali est dans une situation d'incertitude voire d'impasse institutionnelle.



Le dépôt d'armes du génie militaire a été pris d'assaut par une foule de grand jour pour assister à la cérémonie communément appelée "défiler militaire" pour certains. La cérémonie était riche en son et en lumière. Auparavant, le Colonel Assimi Goita a déposé une gerbe de fleur à la place de l'indépendance. Il n'a pas tari d'éloges pour les pères fondateurs de notre pays. « Cette célébration est un sentiment de reconnaissance envers les pères fondateurs de l'indépendance du Mali à savoir le Président Modibo Keita et ses compagnons. **« C'est l'occasion pour moi aussi, de demander à ce que cette action patriotique soit pérennisée. C'est un sen-**

timent de fierté envers toutes les personnes qui se sont sacrifiées pour que nous soyons indépendants aujourd'hui », a-t-il dit, avant d'inviter les maliens à l'union sacrée et de soutenir les forces armées de défense et sécurité.

Pour magnifier notre attachement à la souveraineté du Mali, une prise d'armes a été organisée. Les différentes composantes de l'armée malienne ont défilé à pas militaire sous le son de la fanfare nationale, le tout sous le regard vigilant du vice-président de la transition. Le jeu en valait la chandelle. La reconquête des espaces perdus passe nécessairement par une armée bien équipée dont le moral est au beau

fixe. A travers de cette fête commémorative, les maliens se sont rendus à l'évidence que les forces de l'ordre et sécurité sont plus que jamais requinqués pour sauver la patrie en danger. L'occasion était opportune pour Assimi Goita d'inviter les maliens à plus de cohésion. Il en a profité pour faire une plaidoirie auprès des chefs d'Etat de la Cédéao de lever les sanctions qui pèsent sur le Mali. **« Nous avons toujours placé l'intérêt supérieur du Mali. Nous n'avons jamais placé notre intérêt personnel, raison pour laquelle nous avons accepté les principes de la Cédéao »,** a-t-il laissé entendre.

A en croire, le Comité national pour le salut du peuple a fait beaucoup de concession pour respecter les décisions de la Cédéao. A ses dires, la nomination d'un Président civil pour conduire la transition en est un témoignage éloquent. Aussi, dans la même perspective, il a annoncé la nomination d'une personnalité civile comme premier ministre dans les heures qui suivent. Toute chose qui prouve qu'ils veulent entretenir avec les autres pays de la sous-région. Dans son intervention, il a invité les maliens à soutenir les actions des partenaires privilégiés du Mali tels que l'opération Barkane, la Minusma, les forces de G5 Sahel et l'opération Takouba.

Tout comme à Bamako, cette journée a été fêtée avec faste à l'intérieur du pays, dans plusieurs capitales régionales et cercles. Ce qui sous-entend que les maliens restent attachés à la célébration de cette fête. Pour certains, c'est le début d'une nouvelle ère qui a sonné avec cette prise conscience. Et pour d'autres, la vigilance doit être de mise car l'ennemi profite toujours de nos périodes de diversions. Ce qui veut dire que la population accorde beaucoup d'estimes aux militaires. C'est à eux, de prouver à la face au monde qu'elle va jouer pleinement ce rôle de sentinelle pour sauvegarder les meubles. Ce soixantième anniversaire doit être un tremplin pour recoller les morceaux. Personne ne dira le contraire, le pays est en lambeau. Il urge de s'atteler à sa refondation avant qu'il ne soit trop tard.

On notait la présence de plusieurs personnalités du pays qui ont tenu à être présents au cours de cette cérémonie de célébration de notre accession à l'indépendance.

■ Ibrahim Sanogo

Exportation : La filière mangue à la conquête du monde

Comme le coton, le Mali peut désormais compter sur sa filière mangue pour élargir son assiette d'exportation. Les acteurs de la filière multiplient les initiatives pour relever ce défi. Ils sont allés jusqu'à soumettre les structures de la gestion de la mangue malienne à un audit dont les résultats ont été restitués, au cours d'un atelier d'information.

A la faveur d'un atelier organisé à Bougouni, la direction nationale de l'Agriculture s'est attelée à la restitution des recommandations de l'audit interne.

Cette restitution des recommandations de l'audit interne a concerné les structures de contrôle phytosanitaire ; des entreprises exportatrices de mangue ; des vergers et des stations de conditionnement.

La cérémonie était présidée par le directeur national de l'Agriculture, en présence du directeur adjoint de l'Office de protection des végétaux (OPV) et le président du Conseil de cercle de Bougouni.

Il a été question de l'approche systémique (sanitaire, surveillance, lutte, traçabilité et formation ; l'élaboration et soumission du dossier mangue Mali, l'acceptation du dossier par la direction générale de la santé ; la mise en œuvre de l'option choisie. S'y ajoutent l'audit

de la mise en œuvre de l'approche systémique et le dialogue public-privé (partage des résultats de l'audit pour la prise en compte des mesures correctives).

Dans son intervention, le président de l'Interprofession de la filière mangue du Mali (IFM-Mali), Moctar Fofana, a fait savoir que l'objectif de cet exercice est de répondre aux mesures posées par l'UE en 2019 concernant l'exportation de la mangue. Il reconnaît des imperfections. C'est d'ailleurs même, dit-il, la raison pour laquelle les acteurs de la filière se sont rencontrés pour essayer de prendre connaissance des résultats de cet audit et ensuite réparer les lacunes constatées pour répondre aux mesures demandées par l'Union européenne. « **La première recommandation est que nous allons diffuser largement auprès des acteurs de la filière mangue à savoir ; les pépiniéristes, les produc-**

teurs, les pisteurs, les exportateurs et les transformateurs pour leur permettre de renforcer et les sensibiliser à prendre davantage cette filière à bras-le-corps pour qu'on puisse maintenir notre niveau d'avant à savoir moins d'interception de mangue. Nous demandons aux acteurs de redoubler d'effort pour réduire les interceptions constatées. Pour le moment, nous n'avons constaté qu'une seule interception cette année. On voudrait maintenir le cap et avoir l'année prochaine zéro interception. En ce qui concerne la deuxième recommandation, nous allons continuer à faire une large diffusion de ses résultats et à sensibiliser des auteurs qui ne sont pas au même niveau d'information. La troisième recommandation proposée est un plan d'actions pour corriger ses imperfections constatées », a expliqué le président Fofana.

L'audit a concerné les entreprises exportatrices à Bamako, Koulikoro, Sikasso, Bougouni et Yanfolila. Il y a aussi les vergers de 15 producteurs à Bamako, Koulikoro, Sikasso, Bougouni et Yanfolila ; les stations de conditionnement à Bamako, Bougouni, Yanfolila et Sikasso. S'y ajoutent les postes de contrôle d'inspection et de certification phytosanitaire à Bamako, Bougouni, Yanfolila et Sikasso.

■ Ibrahim Sanogo



Transition au Mali : Le CNSP n'a pas écouté GMT

Le vieux soldat avait conseillé aux jeunes officiers du CNSP qui ont reçu la démission de l'ex-président IBK, de travailler avec le M-5RFP. Manifestement, il n'a pas été écouté. Même après sa mort.



En effet, Général Moussa TRAORÉ, GMT pour les maliens, vient de quitter ce bas monde. À la fin de sa vie, il mena une intense activité en recevant du monde de différents milieux. Parmi eux bien évidemment, ses « enfants » du CNSP (Conseil national pour le salut du peuple) qui a pris le pouvoir suite aux gigantesques manifestations du M5-RFP (Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques) qui avait fait mûrir le fruit.

C'est le 30 août dernier, voilà seulement trois semaines, que le vieux soldat a reçu le Colonel-major Assimi GOITA et les autres nouveaux dirigeants de la République des colonels qu'est devenu le Mali, chez lui. Comme il se doit, il leur a généreusement prodigué beaucoup de conseils sur la gestion des affaires publiques (étant entendu qu'ils ne veulent plus lâcher le morceau) afin d'éviter les erreurs de leurs devanciers.

Un point sur lequel GMT aurait insisté est le choix des partenaires. Il leur avait conseillé de travailler avec ceux qui sont du côté du peuple. Et à cet égard, il avait mis un accent particulier sur la collaboration avec le M5-RFP.

Telle est la révélation faite le 21 septembre dernier sur les ondes de Radio Nieta par Sekou Siriman DIARRA, une figure de proue du mouvement Sinangouya Ton ou association pour le « Cousinage à plaisanterie », selon cette traduction malheureuse et réductrice qui s'est imposée. Le Sinangouya est un puissant régulateur et pacificateur social qui unit selon les patronymes. À noter que les DIARRA et les TRAORÉ sont « sinagoun » entre eux.

D'où l'existence d'une grande proximité existe entre « Moussa », autre appellation familière du général, et Sekou Siriman DIARRA. C'est ainsi que le premier avait invité le second à passer le voir pour converser. Et c'est ainsi que DIARRA a pu confier aux confrères de Nieta que « Moussa a conseillé aux dirigeants du CNSP, WAGUÉ et les autres, de travailler avec ceux, anonymes et célébrités, qui œuvrent pour le Mali. De travailler spécialement avec le M5-RFP ».

« Moussa » ne peut pas ignorer que c'est ce regroupement, qui a fédéré les maliens, qui avait désacralisé et secoué le régime IBK jusqu'à le mettre à la portée des colonels qui ont mis la dernière main pour recevoir sa dé-

mission le 18 août dernier. Ce conseil sonne du reste comme un rappel à l'ordre. Les cadets ont-ils suivi la direction indiquée par cet autre carton jaune ?

À l'aune des modalités adoptées pour le choix du président et du vice-président de la Transition à mettre en place, il est permis d'en douter. En effet, pour la constitution du collège qui devait choisir ces deux dirigeants transitoires, le M5-RFP n'a pas été invité. Une astuce a même consisté à y associer Mahmoud DICKO, l'autorité morale du M5-RFP, à titre de personne ressource. Cela peut leurrer l'opinion, lui faisant croire que le M5-RFP y a participé.

Du reste, l'imam DICKO a fustigé la manœuvre à sa sortie des travaux du Collège pour signifier que ces travaux n'étaient pas des travaux : « ils sont venus avec un document qu'ils ont lu et c'était tout ». Conclusion : le CNSP a choisi seul les dirigeants de la Transition. Et cela ne va pas dans la direction montrée par Balla, GMT. Il n'a pas été écouté.

■ Amadou TALL

Le CNSP dribble le M5 et déjoue tous les pronostics : Le colonel à la retraite Ba N'Daw, Président de la transition

O sont-ils ces pronostiqueurs attirés et patentés qui, plusieurs jours durant, nous annonçaient avec une assurance quasi-mathématique que tel ou tel serait président de la Transition. Ils ne semblaient douter de rien, nos bons diseurs de bonne parole et surtout pas de « leurs sources généralement bien informées ou proches du dossier ». Le plus cocasse est qu'ils donnaient, à peu de nuance près, les mêmes noms. D'où cette question : étaient-ils manipulés ou manipulaient-ils les autres ?

Le même petit jeu va reprendre dès demain avec les futurs Premier ministre et président du Conseil national de Transition et peut-être les ministres. Ouvrons grand les oreilles : les oracles vont parler. Encore !

Après la tenue des concertations, les débats sur le choix de la personnalité devant présider la transition étaient en cours entre deux blocs : ceux qui étaient pour un militaire et ceux qui plaidaient plutôt pour un civil. Eh bien, fin de suspens, c'est désormais le colonel –major à la retraite Ba N'Daw qui est le président de la transition au Mali. Ce choix agréerait-il la CEDEAO ? Une seule certitude : cet ancien militaire de carrière, estiment certains observateurs, fera très peu d'ombre au colonel Assimi Goïta et ses compagnons du CNSP.

Bah N'Daw, faut-il le rappeler, est celui qui avait succédé à Soumeylou Boubèye Maïga au Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, en mai 2014, au lendemain des affrontements de Kidal à la suite de la visite de Moussa Mara, alors Premier ministre, dans cette région. S'il a la réputation d'être un homme intègre, sa tâche s'annonce cependant ardue, à savoir mener les réformes politiques et institutionnelles nécessaires pour la construction d'un Mali nouveau.

Selon des indiscretions, le collège de désignation n'a pas eu assez de choix, ses 15 membres ayant juste pris acte du choix des militaires. La junte serait en effet arrivée dans la salle

avec les deux noms et le collège se serait contenté juste d'en prendre acte. Né en 1950, le colonel-major Ba N'Daw a fait une longue carrière militaire. En effet à peine incorporé dans l'armée en 1973, nous rapporte-t-on, il est désigné pour suivre un stage de pilote d'hélicoptère en URSS. En 1976, il intègre la 7ème promotion de l'Ecole Militaire Interarmes de Koulikoro. Il a aussi suivi des formations en France.

De sa vie militaire, on retiendra surtout qu'il a été l'aide de camp du président Moussa Traoré, qui prit le pouvoir par un putsch et qui a régné sur le pays pendant 23 ans, avant d'être renversé en 1991 par le Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, lui aussi renversé en 2012 par le capitaine Amadou Haya Sanogo. Bah Ndaw mène ensuite une carrière dans les états-majors : armée de l'air, Garde nationale, etc. En 2008, on le retrouve à la tête de l'Office National des Anciens Combattants. En 2014, il fera un bref passage par la politique.

Bref, si Bah Ndaw est un civil, commente-on dans certains médias internationaux, il reste quand même singulièrement marqué par la chose militaire. Nul doute, estime-t-on, qu'il trouve auprès des hommes qui dirigent le pays une communion de pensée, car il partage avec Assimi Goïta une formation identique à l'Ecole militaire interarmes. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui réclamait un civil au poste de président de la transition, sera-t-elle satisfaite de ce choix ? On le saura certainement aujourd'hui, avec la visite de Goodluck Jonathan dans notre pays.

Avec ce choix, le CNSP déjoue tous les pronostics ! En effet, des spéculations allaient bon train sur le choix de la personne à désigner, et certains noms étaient même cités dans les coulisses, parmi lesquels le Général à retraite Mahamane Touré, ou Moussa Sinko Coulibaly ou encore le grand dinosaure de la politique malienne Soumeylou Boubèye Maïga



! Le premier était donné pour être le choix caché des militaires du CNSP, et le troisième comme une sorte de pièce de rechange en cas d'un refus de la CEDEAO de cautionner le choix du Général à la retraite Touré. Le général Moussa Sinko était donné être l'homme d'une frange importante du CNSP. Que des balivernes à l'arrivée. Beaucoup soupçonnaient même une possible passerelle entre Boubèye et la junte, ce d'autant qu'il y aurait, aussi curieusement que cela puisse paraître, assez de similitudes entre les propositions faites par ce dernier sur l'architecture de la transition et le document portant charte de la transition adoptée à l'issue des concertations nationales. Cela aussi était un gros mensonge car à peu de choses près, le document distribué le 1er jour des concertations ressemblait comme un frère siamois à celui publié la veille par le M5-RFP. Le CNSP réussit ainsi son coup, celui de dribbler le M5-RFP, la force de traction du peuple à l'origine de la chute du régime IBK, et déjoue tous les pronostics, car les maliens s'attendaient à tout sauf à voir un ancien militaire recyclé président de la transition ! Reste à présent la formation d'un gouvernement et d'un conseil national de transition pour que commence le vrai travail, à condition que la CEDEAO accepte le choix du président !

■ Yama DIALLO

Présidence de la transition : Ba N'Dao, un civil particulièrement marqué par une carrière dans l'armée, nommé président du Mali



Civil, comme réclamé par la CEDEAO, mais ancien militaire de carrière, le président de transition fera peu d'ombre aux soldats putschistes.

Le comité n'a pas eu le choix. Ses 15 membres censés nommer le président de transition du Mali ont juste pris acte du choix des militaires. "La junte est arrivée dans la salle avec les deux noms et le comité a pris acte", ont rapporté des participants. Ainsi, les militaires assoient un peu plus leur emprise sur le pays. Le comité fantoche désigné par les militaires a fait ce qu'on lui demandait : à savoir, rien. Voilà donc un colonel à la retraite, Bah N'Dao, à la tête de la transition politique dans son pays. Né en 1950, "le grand" comme on le surnomme (1,95 m !), a fait une longue carrière

militaire, et une bien plus courte carrière politique.

A peine incorporé dans l'armée en 1973, il est désigné pour suivre un stage de pilote d'hélicoptère en URSS. En 1976, il intègre la 7e promotion de l'Ecole interarmes de Koulikoro, au Mali. Mais c'est en URSS et en France qu'il suivra l'essentiel de sa formation.

UN CIVIL TRÈS MILITAIRE !

De sa vie militaire, on retiendra surtout qu'il a été l'aide de camp du président Moussa Traoré, militaire également, qui pris le pouvoir par un putsch et le conserva 23 ans, avant d'être renversé. Moussa Traoré qui est décédé le 15 septembre 2020.

Bah N'Dao mène ensuite une carrière dans les états-majors : armée de l'air, Garde nationale, etc. En 2008, on le retrouve à la tête de l'Office national des anciens combattants. En 2014, il fera un bref passage par la politique. Il est nommé ministre de la Défense après la déroute des forces armées maliennes face aux Touaregs à Kidal. Il ne restera à ce poste que quelques mois.

Bref, si Bah N'Dao est un civil, il est quand même singulièrement marqué par la chose militaire. Nul doute qu'il trouve auprès des hommes qui dirigent le pays une communion de pensée. Il partage avec Assimi Goïta une formation identique à l'Ecole militaire interarmes. Et le nouvel homme fort du pays, qui occupera la vice-présidence, s'est rendu chez Moussa Traoré peu de temps après le coup d'Etat.

MARIONNETTE ?

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui réclamait un civil au poste de président a obtenu satisfaction. Ce dernier nommera vraisemblablement un civil comme Premier ministre et le tour sera joué. Les apparences seront sauves, et la CEDEAO pourra lever les sanctions économiques. Les pays de la communauté ont fait un ultime pas en direction des militaires en acceptant une période de transition de 18 mois.

La question est désormais de savoir comment réagira la rue, ou plutôt l'opposition. Le pays avait accueilli le coup d'Etat avec soulagement, espérant y voir un nouveau départ pour le pays. Depuis, les relations se sont un peu détériorées. Une partie du Mouvement du 5 juin accuse la junte de faire cavalier seul. Il ne lui reste que l'hypothétique poste de premier ministre pour espérer participer à la transition. Et il n'est pas sûr que les militaires en fassent cadeau.

■ Franceinfo

Faux débat de génération au sein du M5 RFP : Qui veut intenter un procès contre Mountaga Tall, Choguel K. Maiga et Mohamed Ali Bathily ?

Certains jeunes cadres au sein du M5 RFP, assoiffés du pouvoir et en manque d'arguments, font feu de tout bois par des propos malveillants pour détourner le Mouvement du 5 juin de son droit et noble chemin. Obsédés par des postes, ces jeunes ont eu le toupet de vouloir mettre à la retraite toutes les grandes figures du Mouvement de résistance contre IBK, sous le prétexte fallacieux et incongru qu'ils ont occupé des postes de responsabilité sous IBK. Ces jeunes connus pour leur arrogance et leur populisme sont désormais en train de mettre en mal le M5 et créé de la zizanie pour distraire le peuple. Peut-on parler du M5 RFP sans ces figures qui ont accepté malgré tout d'affronter le régime ? Qu'on les aime ou qu'on les déteste, l'honnêteté intellectuelle doit nous pousser à reconnaître qu'ils ont été d'un apport inestimable pour l'aboutissement de cette lutte héroïque contre le régime IBK. Pourquoi cet acharnement contre Mountaga Tall, Choguel K. Maiga et Mohamed Ali Bathily ?



En reconnaissant leur part de responsabilité dans le bilan du régime IBK, les trois figures du M5 RFP qui font l'objet de discrimination se sont assumées en s'engageant corps et âme dans le noble combat pour déboulonner IBK et son régime. Mountaga Tall, Choguel Maiga et Mohamed Ali Bathily ont sans réserve, ni calcul joué des rôles prépondérants et ont combattu avec force conviction, foi et abnégation le régime IBK. Ils étaient les principaux animateurs et ont accepté d'aller au charbon pour la noble cause qui est celle de débarrasser le Mali d'un régime corrompu et incapable à tout point de vue. Maintenant que la lutte ait été un franc succès, les opportunistes sans scrupules, sans foi ni loi sortent de leurs coquilles sous le couvert de la prétendue jeunesse pour vouloir mettre à la retraite ceux qu'ils ont pompeusement appelés vieille garde ou anciens dignitaires du régime IBK, que sont Tall, Maiga

et Bathily. Heureusement, les maliens ne sont pas dupes pour suivre ces aventuriers sans base réelle et qui ne sont mus que par leurs intérêts égoïstes. Fort heureusement que ces jeunes sont connus et désavoués par leurs camarades jeunes qui les connaissent parfaitement pour leur populisme, leur arrogance et leur suffisance.

A César ce qui appartient à César, les trois personnalités qui font l'objet d'attaques de la part de deux jeunes cadres du M5 RFP ont très largement contribué à affaiblir le régime, non pas par des invectives, comme savent faire ces jeunes, mais par des arguments cohérents, méthodiques et consistants. C'est à cause d'elles que même la communauté internationale a accordé du crédit au M5 RFP, car elle s'est rendu compte que ce Mouvement n'est pas que religieux, mais plutôt politique. Deux hommes de droit tous avocats émérites, à savoir Mountaga Tall et Mohamed Ali Bathily, et

un vétéran et téméraire homme politique, Choguel Maiga, ont donné de la visibilité et de la lisibilité au combat du M5 RFP, et grâce à leur audace le régime d'IBK a mordu la poussière. Ils étaient sur tous les plateaux de télévision et de radio pour défendre les revendications du Mouvement au regard du droit et de la Constitution, quand certains ne se préoccupaient que des dividendes qu'ils pourraient tirer en cas de chute du régime.

En définitive, nous sommes tous des adeptes du changement générationnel ou tout simplement de l'alternance, mais sur la base de la compétence, de l'intégrité morale. Ceux qu'ils appellent vieille garde à mettre à la retraite politique, valent mieux que ces jeunes opportunistes sans foi ni loi prêts à bondir, sans aucun scrupule, sur n'importe quel plat.

Youssef Sissoko

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

2ème édition de l'exposition photo de lutte africaine : La tradition valorisée

La semaine dernière, Yaya Sacko, Président du Lion sport, a procédé au lancement de la 2ème Edition du festival de l'exposition-photos de lutte africaine. C'était en présence de Mahamadou SYLLA, Président de la Coopérative des Jeunes Eleveurs du Mali (COJEM Bakan Kanu), sponsor officiel du festival.

Le président de l'Association-écurie Lion Sport de Bagadadji, organisateur du festival, a remercié le Président de COJEM Bakan Kanu et ses partenaires des "Garbals" du District de Bamako pour leur accompagnement. Il a aussi déclaré que la vocation première du festival, c'est de mieux faire connaître l'écurie Lion sport et valoriser les cultures traditionnelles : « La lutte est pratiquée ici depuis sept cents, huit cents ans. Mais avec l'islamisation et la colonisation du Mali, on a tout oublié. » Il précise : « Pour le président de l'Association Ecurie de lutte tra-

ditionnelle Lions Sports de Bagadadji, la lutte est pour les Africains et pour nous. Nous sommes là aujourd'hui pour ne pas oublier la tradition africaine, qui est la lutte traditionnelle. Nous voulons faire avancer et élargir la lutte traditionnelle dans tout le Mali », a-t-il déclaré.

Quant au président de la COJEM Banka Kanu, il s'est réjoui du choix porté sur sa coopérative comme sponsor officiel. Il a profité de l'occasion pour développer les grands axes que la COJEM entend mettre en œuvre pour le développement de l'élevage au Mali. Selon Maha-

madou Sylla, la COJEM a pour priorités : « La lutte contre le chômage par la création d'emplois décents pour les jeunes ; le berger gagnant le statut de fermier, qui sera assisté d'un vétérinaire ; la rationalisation de la gestion du cheptel par la production d'une viande de qualité meilleure et identique, susceptible d'être mise sur le marché à tout moment de l'année ; la promotion de l'agro-industrie locale par le renforcement de l'approvisionnement de l'abattoir industriel ; la diminution de la pression du cheptel bovin sur les pâturages naturels, donnant lieu à la reconstruction du couvert végétal à travers la réduction des feux de brousse autrement nécessaires, selon les éleveurs, à la poussée de l'herbe fraîche (impact environnement) ; une meilleure gestion du territoire donnant lieu à l'établissement de plus en plus d'éleveurs sur un espace réduit. ». En outre, le président de la COJEM a souligné le lien entre l'élevage et la lutte traditionnelle qui était jadis pratiquée dans nos contrées et villages par les agriculteurs et les éleveurs après les travaux champêtres.

MSV





Présidentielle en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara, le dernier round

Sa décision, en mars, de ne pas se présenter à l'élection avait été unanimement saluée. Il assurait vouloir « laisser la place à une nouvelle génération ». Mais à 78 ans, Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire depuis 2010, repart en campagne suite au décès de son dauphin, son « fils », Amadou Gon Coulibaly. Sa candidature cristallise désormais toutes les tensions et elle semble fédérer l'opposition contre elle. Trente ans après le début de sa carrière politique, « ADO » se lance dans son dernier combat.

Ce 6 août à 20h, veille de la fête nationale, la place de la mairie d'Abobo, bastion électoral abidjanais du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), a des allures de cinéma en plein air. Des dizaines de militants installés sur des chaises en plastique ne perdent pas une miette du traditionnel discours du président Alassane Dramane Ouattara, projeté sur l'écran géant dressé pour l'occasion. Le suspense est à son comble. Puis : « Face à ce cas de force majeure et par devoir citoyen, j'ai décidé de répondre favorablement à l'appel de mes concitoyens me demandant d'être candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020. » Les spectateurs explosent de joie, tirent des feux d'artifices, soufflent dans leurs trompettes en plastique, les acclama-

tions fusent : « ADO ! ADO ! »

Le « cas de force majeure » ? La mort brutale le 8 juillet, à moins de 4 mois de l'élection, du Premier ministre et candidat désigné à la succession, Amadou Gon Coulibaly. « L'appel des concitoyens » ? Il s'agit surtout d'un appel de détresse des militants et caciques du parti au pouvoir, égarés depuis la disparition de l'héritier et affolés à l'idée de lâcher les commandes du pays en cas de victoire du candidat Henri Konan Bédié, 86 ans, ex-chef de l'État et président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), formation politique historique et première force d'opposition. Face au « Sphinx de Daoukro », le natif de Dimbokro se dit prêt, à 78 ans, à un dernier combat, après trois décennies de lutte acharnée pour le contrôle du pays.

Un technocrate en politique

Le parcours académique et professionnel d'Alassane Ouattara est celui du parfait technocrate : un baccalauréat à 20 ans à Ouagadougou, capitale de la Haute-Volta rebaptisée plus tard Burkina Faso, et un doctorat en sciences économiques à l'université de Pennsylvanie à Philadelphie, lui ouvrent les portes du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, en 1968. Cinq ans plus tard, il intègre la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en tant que chargé de mission, puis conseiller du gouverneur, directeur des études et enfin vice-gouverneur. Son ascension se poursuit en 1984 au FMI où il revient en tant que directeur du département Afrique, jusqu'à sa nomination, quatre ans plus tard, au poste de gouverneur de la BCEAO, à la demande de Félix Houphouët-Boigny. En avril 1990, Alassane Ouattara entre dans les affaires politiques de son pays par la grande porte, lorsque Houphouët lui confie la présidence d'un comité interministériel chargé de l'élaboration et de la mise en application du programme de stabilisation et de relance. « En 1988, le président Houphouët tente de retenir la production de cacao en Côte d'Ivoire [dont le pays est le premier producteur mondial, NDLR] pour en faire monter les prix à l'international, résume l'analyste de l'Institut stratégique d'Abidjan Sylvain N'Guessan. C'est un fiasco total. Combinée aux effets du second choc pétrolier, cette crise met le pays en ces-

sation de paiement. Ouattara est choisi pour mettre en place une politique d'austérité. » Les bailleurs de fonds et les créanciers de l'État ivoirien voient d'un bon œil l'intervention de ce technocrate de 48 ans, reconnu par la communauté financière internationale et extérieur aux rouages du système politique du « Vieux » Boigny et des caciques du PDCI. La bonne réputation d'ADO à l'étranger pousse Houphouët à le nommer Premier ministre, le 7 novembre 1990. Une première depuis l'indépendance, puisque le poste est créé pour l'occasion. Le président ivoirien en profite, alors, pour modifier l'article 11 de la Constitution, afin que le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir. Une fonction assurée à l'époque par... Henri Konan Bédié.

Guerre d'héritiers

Dès lors, s'amorce la bataille des « enfants » d'Houphouët. Le « Vieux », âgé, malade, laisse carte blanche à son Premier ministre, dont le travail est apprécié par les observateurs de la finance mondiale. Mais les mesures d'austérité imposées accroissent le mécontentement populaire. En 1992, le gouvernement Ouattara tente d'éteindre la contestation en emprisonnant Laurent Gbagbo, fondateur socialiste du Front populaire ivoirien (FPI), parti historique d'opposition légalisé depuis l'instauration – à marche forcée – du multipartisme en 1990. En parallèle, la rivalité avec le « Sphinx » se fait de plus en plus sentir. « ADO va tenter d'écarter les hommes de Bédié présents dans l'administration ivoirienne, poursuit Sylvain N'Guessan. Était-ce pour lutter contre la corruption ou pour stopper les ambitions présidentielles de son adversaire ? » Le fait est que le PDCI voit en Ouattara un challenger à écarter.

Tout bascule à la mort de Félix Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993. Président par intérim, Henri Konan Bédié, fait voter un an plus tard un code électoral sur mesure, dont le tristement célèbre concept d'ivoirité stipulant que tout candidat à la magistrature suprême doit « être Ivoirien de naissance, né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens. Il doit n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne [...] et résider de manière continue en Côte d'Ivoire depuis cinq ans ». Le ver est dans le fruit. Gbagbo dénonce un texte « liberticide, raciste,

xénophobe et dangereux », et forme un Front républicain avec le Rassemblement des républicains (RDR), parti dissident du PDCI.

Taxé d'être de nationalité burkinabè, Alassane Ouattara est écarté de la course à la présidentielle de 1995 et poursuit sa carrière au FMI. Mais l'ivoirité va donner place aux discours xénophobes et déchirer la cohabitation traditionnelle entre les populations du Nord et le reste du pays. Un an avant la nouvelle élection présidentielle, en juillet 1999, Alassane Ouattara rentre au pays pour se lancer dans la course. Il est désigné président du RDR, dont le fondateur Djéni Kobina est mort 10 mois plus tôt. Le régime Bédié, pas plus que 5 ans auparavant, n'entend pas laisser l'ancien Premier ministre se présenter. Visé par un mandat d'arrêt, ADO s'exile en France, dès le mois de septembre.

À la veille de Noël 1999, Henri Konan Bédié est renversé par un coup d'État militaire portant au pouvoir le général Robert Guéi. Ouattara rentre. Or, l'un des acteurs clés du coup de force est le sergent Ibrahim Coulibaly, dit « IB », un de ses anciens gardes du corps. De ce fait, Alassane Ouattara sera toujours suspecté par ses adversaires d'être l'un des architectes de ce coup d'État.

Longue marche vers la présidence

Au terme d'une transition houleuse, c'est finalement Laurent Gbagbo qui remporte la présidentielle de 2000 face au « père Noël en treillis », lors d'un scrutin auquel n'ont pu participer ni Bédié, ni Ouattara. Mais le 19 septembre 2002, des militaires tentent un nouveau coup de force. Ils échouent à prendre le pouvoir mais occupent le nord du pays, faisant de Bouaké leur capitale et quartier général. Ouattara est une nouvelle fois accusé d'être derrière cette rébellion et quitte le pays. En 2005, les quatre protagonistes de la crise ivoirienne se retrouvent à Pretoria, en Afrique du Sud. Laurent Gbagbo, Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et le secrétaire général des rebelles, Guillaume Soro, concluent un accord sous l'égide du médiateur et président sud-africain Thabo Mbeki. Alassane Ouattara est réintégré dans le jeu politique. En vue de la présidentielle à laquelle il est désormais sûr de pouvoir participer, il signe avec son ennemi juré, Henri Konan Bédié en 2005, une alliance

de second tour anti-Gbagbo baptisée « Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ».

Alassane Ouattara est finalement élu président de la République ivoirienne en 2010. Laurent Gbagbo ne reconnaît pas sa défaite. S'ouvre alors une crise meurtrière de 5 mois, jusqu'en avril 2011, au cours de laquelle au moins 3 000 personnes sont tuées, selon un bilan établi par l'ONU. Le « Woody de Mama », comme le surnomment les Ivoiriens, d'abord arrêté et détenu en Côte d'Ivoire, sera finalement envoyé à La Haye pour répondre aux accusations de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale.

Ouattara président fait de la remise au travail sa priorité. En effet, l'économie est à genoux et l'instabilité chronique a fait fuir les entreprises étrangères et les investissements. La Côte d'Ivoire fait peur, mais le partage du pouvoir entre Ouattara, Bédié et Guillaume Soro, chef de la rébellion devenu ces dernières années figure politique incontournable, rassure progressivement. La croissance oscille entre 7% et 8%, faisant de l'économie ivoirienne l'une des plus dynamiques au monde, selon la Banque mondiale. Ouattara est réélu en 2015 dans un fauteuil, grâce notamment au soutien d'Henri Konan Bédié. « ADO a réussi à repositionner la Côte d'Ivoire sur le plan international, analyse Pr Bamba Abdoulaye, maître de conférences en relations internationales. On a connu une politique de grands travaux comme à l'époque d'Houphouët. Les investisseurs sont revenus en masse et les milliards d'euros pleuvent de nouveau sur le pays. Et contrairement à ses prédécesseurs, il a su mater deux mutineries dans les casernes, en 2017, sans que cela ne remette en cause la stabilité du territoire. Le bilan est positif sur le plan économique, beaucoup moins sur le plan social. » C'est effectivement le principal reproche concédé par les observateurs ivoiriens et étrangers. La croissance est là, mais pas la redistribution.

Impunité

Autre grand chantier : la réconciliation nationale. Après des mois de guerre civile, le pays est profondément divisé et les partisans de Laurent Gbagbo se sentent lésés. Sur ce point, le Pr Bamba constate un échec : « J'aurais préféré une implication personnelle du prési-

dent dans le processus de réconciliation. Mais l'échec n'est pas total, puisque les populations vivent globalement en harmonie. C'est surtout au niveau politique que ça coince. » Pour enterrer la hache de guerre, Alassane Ouattara a rapidement mis en place la Commission dialogue vérité et réconciliation (CDVR), censée apaiser les cœurs une bonne fois pour toutes. Très vite, cette commission devient la cible des défenseurs des droits humains, dont la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui, dans son rapport de décembre 2014 intitulé Côte d'Ivoire : choisir entre la justice et l'impunité, déplore son « opacité et son manque de méthodologie ».

« La première erreur a été de confier la présidence de la CDVR à l'ex-Premier ministre Charles Konan Banny, qui poursuivait surtout son propre agenda politique, estime l'historien Moritié Camara. De plus, et malgré les promesses de retransmissions télévisées, les audiences se tenaient à huis clos. Donc inaccessibles aux populations ivoiriennes qui ne se sentaient pas impliquées. » L'acquittement en première instance de Laurent Gbagbo, en janvier 2019, est venu renforcer ce sentiment de gâchis et d'impunité, en même temps que le désespoir des victimes. « Désormais, les victimes souhaitent harceler la justice ivoirienne afin qu'elle entame son insurrection contre les auteurs de crimes de masse, martèle Issiaka Diaby, président du Collectif des victimes de Côte d'Ivoire. Nous sommes en train de voir sur quel point appuyer, vu que la CPI ne nous offre pas les résultats escomptés. » Par ailleurs, ni Guillaume Soro, ni les anciens chefs de guerre de la rébellion, qui ont contribué à l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, n'ont été inquiétés, malgré des crimes et exactions dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme entre 2002 et 2011. Au contraire même, les « comzones » accèdent à de hautes fonctions militaires et administratives.

La veille de la proclamation de sa candidature à la présidentielle de 2020, le chef de l'État a décidé l'instauration d'une Journée nationale du pardon et du souvenir qui se tiendra tous les 16 décembre, en mémoire des victimes des violences de ce jour de 2010 devant le siège de la Radio-Télévision ivoirienne (RTI). « Dix ans après, c'est un peu tard, critique le professeur Camara. À trois mois du scrutin, les raisons de la création de cette Journée sem-

blent répondre à une logique électoraliste. » L'annonce de cette nouvelle Journée n'a d'ailleurs pas eu le temps de faire débat, car totalement occultée par celle de la candidature de Ouattara, le soir du 6 août.

Candidature contestée

Cinq mois plus tôt, le président de 78 ans prononçait un discours très remarqué devant les parlementaires réunis en congrès à Yamoussoukro. Alassane Ouattara y annonçait sa décision de ne pas briguer de nouveau mandat et sa volonté « de transférer le pouvoir à une jeune génération ». Le 12 mars, le RHDP adouba son dauphin : le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

Mais la crise cardiaque le 8 juillet, en Conseil des ministres, de celui qu'il appelait son « fils » a provoqué un séisme politique en Côte d'Ivoire. Alassane Ouattara, qui a rompu avec son allié Henri Konan Bédié et livre une bataille sans merci à Guillaume Soro, estime alors qu'il lui reste peu d'options s'il souhaite que son camp garde les rênes du pays. « J'avais déjà commencé à préparer ma reconversion en mettant en place la Fondation internationale ADO dont le siège est presque fini mais la mort du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly m'amène à reconsidérer ma position », se justifie-t-il le 6 août. Les caciques du régime et du parti au pouvoir ont la même analyse. Ce sera lui ou la défaite. Lui seul peut gagner au premier tour et éviter un front anti-RHDP fatal au second tour, estiment ses proches.

La Constitution ivoirienne limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Mais le RHDP estime qu'avec l'adoption de la nouvelle Constitution en 2016, les compteurs sont

remis à zéro et martèle un élément de langage : prière de parler du « premier mandat de la troisième République ».

« Cette candidature s'inscrit dans la logique du jeu ivoirien depuis la mort d'Houphouët en 1993. On écrit la loi en fonction de la tête du client », s'insurge Moritié Camara, estimant que le respect ou non de la Loi fondamentale importe peu puisqu'elle est systématiquement – à dessein – sujette à interprétation. « Il est malheureux que la Constitution, qui devrait être le texte sacré des citoyens, soit réduite à une loi électorale. Le peuple ivoirien pourrait jouer les arbitres, mais il n'existe pas de société civile réellement indépendante, tant les piliers politiques Ouattara-Bédié-Gbagbo sont déifiés par leurs partisans. ADO aurait pu tourner définitivement cette page en inscrivant une limite d'âge pour tout postulant à la fonction suprême. Cela aurait été comme une renaissance pour la Côte d'Ivoire, les querelles de personnes disparaissant avec les personnes. »

La rhétorique du parti au pouvoir, validée par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 14 septembre d'entériner 4 candidatures sur 44, dont celle d'Alassane Ouattara, est rejetée par les partis d'opposition. Depuis le 6 août, d'ailleurs, des manifestations, localisées, agitent la Côte d'Ivoire. Des manifestations parfois violentes au cours desquelles au moins 15 personnes ont trouvé la mort. Cette candidature est au centre du débat politique. L'opposition tente d'organiser la riposte politique. Et à mesure que la date fatidique du 31 octobre approche, l'inquiétude des Ivoiriens grandit.

Source : RFI





Présidentielle 2020 : Proposition d'observation par les Religieux

La Guinée s'achemine vers un rendez-vous majeur de son histoire politique. Si Dieu le veut bien l'élection présidentielle se tiendra le 18 octobre 2020. En raison de des grands enjeux qui entourent la consultation, son issue est incertaine et préoccupante. Les bonnes consciences s'en émeuvent dans le pays et partout ailleurs dans le monde. La proposition de report du scrutin, le temps que les acteurs politiques et sociaux s'accordent sur les conditions de sa transparence et l'acceptation de ses résultats, n'a pas été entendue. La tenue préalable d'un dialogue censé apaiser le climat sociopolitique en vue de la mitigation des risques de violences per-

ceptibles, a été elle aussi ignorée. Tout porte à croire que le pays va tout droit dans le mur. Les bonnes consciences ne doivent cependant pas replier. Les Religieux en particulier ne doivent pas abdiquer. Des efforts peuvent encore être déployés, des sacrifices consentis pour la préservation du tissu social éprouvé, la sauvegarde de la cohésion sociale menacée. Cette fois-ci les Religieux pourraient s'exercer à l'observation du scrutin. Le pays tout entier est quadrillé de mosquées et d'églises. Les Imams, les Prêtres, les Pasteurs et autres Responsables Religieux sont des Cadres généralement d'un bon niveau. Mieux que quiconque, ils connaissent le pays en raison de

sa forte propension religieuse ; et ses habitants avec lesquels ils vivent au quotidien. Une observation bien menée par la corporation religieuse pourrait conférer de la crédibilité au scrutin, prévenir les risques de contestation de ses résultats ; et ainsi mitiger les risques de violences pré et post électorales. Le monde religieux est organisé et discipliné. Les mécanismes d'observation y sont faciles à mettre en place et l'accompagnement logistique certainement aisé à aménager. Mieux vaut tard que jamais. Puisse Dieu le Très Haut éclairer les filles et fils de Guinée sur le chemin de la paix. Aameen !

Sény Facinet Sylla
Ex. Secrétaire Général Adjoint des Affaires Religieuses



Mercato : Le Top 10 des joueurs africains les plus chers de l'histoire

Après plusieurs mois de négociations, Naples a officialisé cet été le transfert de l'attaquant vedette des Super Eagles du Nigeria et du LOSC Victor Osimhen (21 ans, 9 sélections, 4 buts), contre un chèque conséquent de 81,3 millions d'euros (hors bonus). Un transfert qui séduit les supporters

napolitains comme les observateurs et qui fait de la pépite nigériane le footballeur africain le plus cher de l'histoire. Formé à l'académie Ultimate Strikers de Lagos, l'ancien pensionnaire de Wolfsburg (2017-2018) et de Charleroi (2018-2019) vient détrôner des légendes du football africain à

l'image de Didier Drogba, Michael Essien ou encore Yaya Touré en s'installant désormais à la tête du classement des joueurs africains les plus chers de l'histoire. Osimhen efface ainsi des tablettes l'ailier ivoirien Nicolas Pépé, passé de Lille à Arsenal pour 80 millions d'euros en août 2019.

Il convient de noter que l'enfant d'Olusosun (Nigeria) est également devenu le joueur le plus cher de l'histoire du prestigieux club napolitain, détrônant des légendes des "Partenopei" à l'image d'Edinson Cavani, Gonzalo Higuain ou encore le mythique Diego Armando Maradona.



Mercato : Edison Cavani proposé au Real Madrid mais...

Selon le média espagnol, Marca, Edison Cavani aurait été proposé au Real Madrid mais la prétention salariale du joueur cause problème.

Indésirable depuis un moment à Paris, l'attaquant uruguayen, meilleur buteur de l'histoire du PSG, aurait ainsi été proposé aux Merengues avant même le duel face à la Real Sociedad.

Où ira finalement l'attaquant parisien ? Edison Cavani été annoncé plusieurs fois du côté du

Benfica Lisbonne avant que le club portugais ne finisse par renoncer. De même avec l'Atlético Madrid et tous les prétendants qui sont venus aux renseignements. À chaque fois, ses prétentions salariales auraient été pointées du doigt au point de faire reculer tout le monde. Toujours en quête d'un nouveau club, l'inter-

national uruguayen âgé de 33 ans aurait été proposé à un autre cadreur européen.

En effet, à en croire Marca, des agents proches du Real Madrid auraient frappé à la porte du club madrilène avant même le premier match de championnat face à la Real Sociedad (0-0). Un duel qui a mis en exergue les difficultés offensives du Real et les choix d'un Zinedine Zidane qui a préféré laisser Luka Jovic sur le banc par exemple.

Mais selon le quotidien madrilène, c'est encore une fois le salaire de Cavani qui pourrait poser problème.



« HOROSCOPE »



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre ciel témoignera d'un fort potentiel pour relever des challenges ambitieux. On vous sollicitera à travers des propositions ou une plus grande importance accordée à vos fonctions. Vos méthodes convaincront et vous apporteront de la reconnaissance.

Avec ces dépenses liées à vos vacances ou à des activités de loisirs, il vous faudra revoir votre budget à la baisse et trouver des plans malins pour vous en sortir au mieux. Si vous avez une procédure en cours, elle durera plus longtemps que prévu.



Taureau (20 avril- 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera ce lundi. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités sont éreintantes. De la dispersion survient et vous avez l'impression de stagner intellectuellement. Une mise au point pourrait vous être utile, privilégiez le dialogue avec l'un de vos collaborateurs, il peut vous aiguiller sur votre avenir.

De la prudence est conseillée pour garder votre trésorerie et éviter des frais inutiles est encore la meilleure chose à faire. Les tentations sont importantes et vous cédez surtout si votre cercle d'amis vous entraîne dans une sortie, car vous êtes généreux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un problème d'organisation jette le trouble dans votre service. Vous pourriez baisser en productivité parce qu'il y a des absents ou des collègues qui ne travaillent pas aussi vite que vous. Il faut faire des concessions dans cette journée d'irritabilité.

Les dépenses ne sont pas destinées aux loisirs. Vous devez d'abord régler des charges ou payer pour assumer des besoins familiaux. Mais vous prenez la situation avec sagesse pour que personne ne manque de rien. Des économies faites restent assez maigres.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez beaucoup de contraintes au travail. On vous imposera des règles auxquelles vous aurez du mal à vous plier, car vous n'y adhérez pas et non par esprit de contradiction. Une charge supplémentaire de boulot pourrait aussi vous tomber dessus.

Vous compterez davantage sur de nouveaux revenus que sur vos économies pour avancer dans la vie. Vous dégotterez de bons tuyaux et vous pourriez réussir un joli coup financier. À moins que vous ne cumulez une activité pour faire rentrer des euros.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus dans le secteur renforce votre besoin d'indépendance et votre goût pour l'aventure. Vous ne serez pas très discipliné aujourd'hui ! Attention à ne pas provoquer les foudres de votre hiérarchie !

Une nouvelle vous faisant part d'un héritage ou d'un acte de donation en votre faveur pourrait arriver aujourd'hui. Elle atténuera votre sensation de manque, d'insécurité vis-à-vis de l'avenir.

« HOROSCOPE »



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre ciel témoignera d'un fort potentiel pour relever des challenges ambitieux. On vous sollicitera à travers des propositions ou une plus grande importance accordée à vos fonctions. Vos méthodes convaincront et vous apporteront de la reconnaissance.

Avec ces dépenses liées à vos vacances ou à des activités de loisirs, il vous faudra revoir votre budget à la baisse et trouver des plans malins pour vous en sortir au mieux. Si vous avez une procédure en cours, elle durera plus longtemps que prévu.



Taureau (20 avril- 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera ce lundi. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités sont éreintantes. De la dispersion survient et vous avez l'impression de stagner intellectuellement. Une mise au point pourrait vous être utile, privilégiez le dialogue avec l'un de vos collaborateurs, il peut vous aiguiller sur votre avenir.

De la prudence est conseillée pour garder votre trésorerie et éviter des frais inutiles est encore la meilleure chose à faire. Les tentations sont importantes et vous cédez surtout si votre cercle d'amis vous entraîne dans une sortie, car vous êtes généreux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un problème d'organisation jette le trouble dans votre service. Vous pourriez baisser en productivité parce qu'il y a des absents ou des collègues qui ne travaillent pas aussi vite que vous. Il faut faire des concessions dans cette journée d'irritabilité.

Les dépenses ne sont pas destinées aux loisirs. Vous devez d'abord régler des charges ou payer pour assumer des besoins familiaux. Mais vous prenez la situation avec sagesse pour que personne ne manque de rien. Des économies faites restent assez maigres.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez beaucoup de contraintes au travail. On vous imposera des règles auxquelles vous aurez du mal à vous plier, car vous n'y adhérez pas et non par esprit de contradiction. Une charge supplémentaire de boulot pourrait aussi vous tomber dessus.

Vous compterez davantage sur de nouveaux revenus que sur vos économies pour avancer dans la vie. Vous dégotterez de bons tuyaux et vous pourriez réussir un joli coup financier. À moins que vous ne cumulez une activité pour faire rentrer des euros.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus dans le secteur renforce votre besoin d'indépendance et votre goût pour l'aventure. Vous ne serez pas très discipliné aujourd'hui ! Attention à ne pas provoquer les foudres de votre hiérarchie !

Une nouvelle vous faisant part d'un héritage ou d'un acte de donation en votre faveur pourrait arriver aujourd'hui. Elle atténuera votre sensation de manque, d'insécurité vis-à-vis de l'avenir.

TOMBOLA NISONDIA



Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.